



HAL
open science

Les défis de la cohabitation dans les territoires périurbains et ruraux

Séverine Bonnin Bonnin-Oliveira

► **To cite this version:**

Séverine Bonnin Bonnin-Oliveira. Les défis de la cohabitation dans les territoires périurbains et ruraux. Pour, revue du Groupe Ruralités, Éducation et Politiques, 2008, Économie résidentielle: atout ou contrainte pour les territoires ruraux?, 199 (199), pp.97-108. 10.3917/pour.199.0097 . hal-01630339

HAL Id: hal-01630339

<https://hal.science/hal-01630339>

Submitted on 7 Nov 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les défis de la cohabitation dans les territoires périurbains et ruraux

Séverine Bonnin-Oliveira

Doctorante à l'UMR 5193, Université Toulouse 2, LISST-Cieu (UTM, CNRS, EHESS)

« On ne sera jamais Poucharamettois, jamais, on sera toujours les *estrangers* » : ce résident installé depuis trente ans dans une commune du périurbain lointain de Toulouse (Poucharramet se situe à 35 kilomètres de la métropole régionale) exprime ainsi toute la difficulté rencontrée par les néo-ruraux pour trouver leur place dans une société locale qui a ses codes, ses repères, ses habitudes. Autant le développement démographique est plébiscité dans de nombreux territoires périurbain et ruraux – certaines communes se livrant même une compétition pour en bénéficier (Sencébé, 2007) –, autant l'intégration et la cohésion sociales ne vont pas de soi une fois les nouveaux résidents installés. Il est vrai que les répercussions sociales de la croissance démographique sont nombreuses et interrogent à la fois la capacité d'adaptation de la société d'accueil et la capacité d'intégration des populations nouvelles. Les occasions de conflit sont nombreuses, tant du fait de la succession de plusieurs générations de rurbains que de la diversification socio-économique qui s'accroît au fil du temps dans ces « campagnes résidentielles » (Perrier-Cornet, 2002). Quels bouleversements socio-spatiaux le développement résidentiel des territoires périurbains et ruraux induit-il ? Quelles réponses des collectivités ces transformations appellent-elles ? Il convient tout d'abord de préciser quels sont les changements véhiculés par l'installation de nouvelles populations avant de nous intéresser aux impacts de ces changements sur le territoire d'accueil (en termes de conflits, de représentation, de pouvoir politique).

Développement résidentiel et sociologie de la commune d'accueil

Dès le début, le processus de périurbanisation a été porté – dans la « ville à trois vitesses » (Donzelot, 2004) – par la catégorie sociale des classes moyennes. L'hétérogénéité forte de ce groupe, et conjointement des espaces qu'il habite, est réelle, d'autant plus que la figure archétypale du périurbain prend aujourd'hui de multiples visages, jusqu'à aboutir à une fragmentation à différentes échelles de ce « tiers espace » (Vanier, 2003).

Parallèlement aux tentatives de définition et de délimitation de l'espace périurbain (Berger, 1989 ; Kayser, Schetkman-Labry, 1982), c'est à une caractérisation de son essence que se sont livrées les premières études relatives à cet entre-deux. Il en ressort que la croissance démographique des territoires ruraux est portée par un modèle familial spécifique : celui du couple de jeunes actifs avec enfants souhaitant accéder à la propriété en maison individuelle dans un environnement préservé qui met la ville à distance dans un refus de l'altérité, de l'insécurité et de l'inconfort (Jaillet, 2004). Ce mode de vie, basé sur une compétence d'auto-

mobilité très forte, garantit à ces ménages autonomie et réassurance sociale (face à la fragilisation de la situation professionnelle et au sentiment d'insécurité croissant). Il favorise l'appariement électif dans un espace homogène qui bannit les extrêmes sociaux. A cette figure historique qui perdure puisqu'il « s'agit toujours à travers la création de nouveaux logements d'installer de nouveaux habitants, de préférence avec enfants » (Sencébé, 2007 ; mais aussi Bacconnier *et al.*, 2007), se surimposent ou se juxtaposent de nouvelles catégories, tant sociales que générationnelles, traduisant un double processus de valorisation et de vieillissement de certaines portions de ces espaces.

La diversité sociale du périurbain s'est très vite imposée, comme le montrent les études consacrées à l'Ile-de-France (Berger, 1986), et les facteurs de cette mosaïque sont aisément identifiables. Logique de couronnes (gradient centre-périphérie), de quadrants (poursuivant les marquages sociaux-spatiaux de la ville-centre), d'axes (rapides en particulier) et de sites (qualité paysagère d'un lieu) se mêlent ainsi pour faire de ces franges urbaines un patchwork dynamique. Des secteurs fortement valorisés, à proximité de la ville-centre, à l'environnement préservé, bien desservis, logeant des ménages aisés, coexistent au sein d'une même aire de desserrement résidentiel avec des zones dévalorisées, mal desservies, à faible qualité naturelle loin du pôle urbain et accueillant des ménages modestes « captifs » (Rougé, 2005). A cette diversification des statuts socio-économiques de plus en plus fine puisqu'elle voit aussi cohabiter dans les franges lointaines ces ménages captifs et des ménages faisant le choix d'un éloignement permis par une capacité de mobilité exacerbée (Jaillet *et al.*, 2006), s'ajoute un deuxième élément de complexification : le vieillissement des espaces périurbains.

La figure du (jeune) retraité est en effet nouvelle et ouvre de ombreuses perspectives de recherche. Elle traduit un double mouvement :

- celui du vieillissement des populations sur place, dans des espaces durablement résidentiels, symbolisés – surtout pour ces périurbains de première génération – par l'attachement à la maison individuelle ;
- celui de la poursuite d'un parcours résidentiel qui se fait de plus en plus par étapes et qui permet d'accéder, en fin de vie professionnelle, à une maison plus proche de ses capacités financières et de ses envies (Rougé, Bonnin-Oliveira, 2008).

Un dernier élément renforce cette complexification de la figure du périurbain, celui de la multiplicité des origines géographiques de ces populations. En effet, l'urbanisation des campagnes a débuté il y a plus de trente ans et touche aujourd'hui des territoires ruraux de plus en plus éloignés des centres villes. La demande commence dès lors à provenir, dans ces espaces anciennement périurbanisés comme dans les communes du front d'urbanisation, de la population locale elle-même, notamment de jeunes décohabitants qui souhaitent élire domicile dans leur commune d'origine. Or la pression exercée sur les prix par l'attractivité de ces espaces rend l'accès au logement difficile pour ces *autochtones*. Pour leur offrir un logement adapté à leurs besoins et ressources, une des stratégies des maires consiste à développer du logement collectif et/ou social dans les espaces de première couronne comme

dans les zones plus rurales (Sencébé, 2007). L'observation des débats des campagnes municipales menée dans l'aire urbaine toulousaine a bien confirmé le poids nouveau de cet argument, par exemple dans la commune de Verfeil, à 20 kilomètres à l'est de Toulouse, qui veut « rattraper le déficit en logements sociaux destinés à la population locale » (Programme électoral de la liste élue).

La diversification des trajectoires sociales, générationnelles, géographiques et résidentielles des populations périurbaines conduit à une « clubbisation » (Charmes, 2005) multiscalair du périurbain. La recherche de l'entre-soi y semble en effet prégnante à différentes échelles. Tout d'abord, le phénomène de tri social est évident à l'échelle de la « ville à trois vitesses » qui met les classes moyennes à l'écart de l'altérité. Mais les différenciations socio-spatiales se jouent également à l'échelle de segments de l'agglomération qui affichent une identité socio-économique ou socio-démographique forte, telle qu'elle « conduit aussi à la constitution de clubs périphériques, clubs de riches ou clubs de l'âge d'or » (Estèbe, 2008), poussant la logique d'autonomisation des espaces périurbains jusque dans le domaine institutionnel par la constitution d'intercommunalités défensives. Chaque commune peut aussi, à son échelle, faire figure de club, ardemment défendu là encore par le recours des municipalités à un « malthusianisme foncier » ou une instrumentalisation de la carte scolaire (Charmes, 2007). Les différents quartiers d'une commune apparaissent à leur tour comme des « mini-clubs » en fonction de leur ancienneté, du statut social de leurs occupants ou encore de leur morphologie. Le lotissement « en vase clos », puisque structuré autour d'une impasse souvent circulaire, permet ce repli qui peut s'insinuer au sein même d'un lotissement. Le travail mené par Lionel Rougé sur les captifs du périurbain toulousain au début des années 2000 avait bien mis en évidence cette fragmentation à l'échelle communale, qui a évolué depuis vers une ligne de fracture au sein même de certains lotissements, une partie ayant été réinvestie par des couches plus favorisées que les habitants originels qui se sentent désormais mis à l'écart par ces *rich men* (Rougé, Bonnin-Oliveira, 2008). Cette diffusion de la différenciation sociale à toutes les échelles est donc bien caractéristique du périurbain et interroge sur les modalités de la cohabitation de ces différentes populations.

Les différentes postures de la cohabitation

Ce constat d'un *patchwork* multidimensionnel ne doit pas mener trop rapidement à la conclusion d'un conflit omniprésent dans ces territoires du développement résidentiel : toute une palette de postures sont en effet adoptées successivement par les anciens, les premiers périurbains et les populations les plus récentes, en fonction des sujets abordés et des intérêts de chacun. Les cas de figure sont multiples, opposant à la fois les générations et les représentations de l'espace rural portées par chacun.

Un premier cas, qui fut typique mais tend à s'estomper, met aux prises *anciens* et *nouveaux*. Nombreux sont les travaux qui l'ont montré, tout en rapportant essentiellement cette

confrontation au début du processus, lorsque « ces communautés locales se définissaient comme des sociétés d'interconnaissance » (Morel-Brochet, 2007) dans laquelle il n'était pas aisé de se faire une place. La réticence des premiers à l'installation des seconds se traduisait à la fois par une mise à l'écart spatiale des nouvelles constructions et un refus de l'interaction sociale (Morel-Brochet, 2007) : l'usage d'un surnom pour en désigner improprement la morphologie urbaine (« cité ») ou la population (« les graves »)¹ était souvent la règle. Cette situation est en recul, sous l'effet d'un triple phénomène : la diminution de la part de ces anciens dans les campagnes urbaines, la diffusion d'un même mode de vie et de sociabilité dans l'ensemble de la société (comme le dit P. Dibie, 2006 : « Pour la majorité des gens, l'histoire individuelle ne se construit plus au village »), la différence des territorialités et des temporalités de ces deux groupes. L'heure est alors, sinon à l'intégration, du moins à la juxtaposition : « S'ils ne nous embêtent pas, on ne les embêtera pas » (agriculteur d'une petite commune à 50 kilomètres de Toulouse).

On ne peut toutefois nier quelques frictions, notamment sur le thème de l'équipement de la commune. Si pour de nombreuses communes rurales, l'accueil de population est plébiscité pour maintenir services, commerces et écoles (Sencébé, 2007), l'exigence des nouveaux ménages va souvent bien au-delà. Les municipalités pointent du doigt les contradictions de ces urbains à la recherche de la campagne mais d'une campagne bien équipée et bien desservie : « Ils veulent les commodités d'une ville et la tranquillité du village » (conseiller municipal de Brens, 55 kilomètres au nord-est de Toulouse). Si les municipalités accèdent le plus souvent aux demandes relatives à l'enfance et à la jeunesse (activités sportives ou culturelles), l'incompréhension est plus forte dans d'autres domaines (desserte en transports en commun comme en voies piétonnes ou cyclables, exigences environnementales). La surcharge financière et l'injustice d'un financement par le contribuable d'un *caprice de citadin* qui ne profiterait pas à tous sont alors mises en avant pour en justifier le refus. L'opposition des anciens d'une commune rurale du nord-ouest toulousain à la demande des nouveaux arrivants de défricher les chemins de randonnée pour les réutiliser illustre bien cet écart de représentations et de besoins entre les différentes strates de population.

S'il est un cas de figure à travers lequel ce clivage (de représentations et de générations) persiste, c'est bien celui de la cohabitation entre agriculteurs et néo-résidents, encore que cet agriculteur n'est plus forcément un ancien et que son rapport aux périurbains évolue comme nous le verrons ultérieurement. Le conflit naît bien de « l'écart entre la campagne rêvée des habitants du périurbain et la campagne réelle née de la mise en place de l'agriculture productiviste depuis près de quarante ans » (Poulot, 2006). Différentes stratégies sont alors envisagées : « Charte des nouveaux habitants » rédigée par les chambres d'agriculture, dans le Gers par exemple, ou *hameaux agricoles* dans la périphérie de Montpellier qui résolvent ce problème par une forme de ségrégation spatiale.

¹ L. Rougé, S. Bonnin-Oliveira, *Les « captifs » du périurbain, dix ans après*, rapport CERTU-DGUHC, 2008.

Frictions périurbaines

Le cœur des conflits ne se situe donc plus entre ces générations mais bien plus entre une première vague de périurbains et les suivantes. En effet, les premiers, une fois installés, ont tendance à refuser la poursuite du développement de la commune, cherchant à protéger le cadre de vie qu'ils sont venus y chercher. Cette forme de *Nimby* (*not in my backyard*) s'exprime parfois par le biais d'associations de défense environnementale au nom évocateur (Air Pur², Coordination nord-essonnienne pour une ruralité et un environnement sauvegardés...) s'opposant à un projet de construction ou d'infrastructure « susceptible d'amputer les terres agricoles et de densifier le bâti » (Poulot, 2006). Ces « primo-arrivants » font alors pression auprès des municipalités pour se faire entendre, quitte à se faire eux-mêmes élire à la tête de la commune pour mieux en contrôler l'usage. Le « basculement sociologique des élus des communes pavillonnaires situées en périphérie des grandes gilles des anciens notables ruraux vers ces néo-rurbains », identifié dès les élections municipales de 1977 et 1983 (Jaillet *et al.*, 2003), est toujours possible comme l'ont montré les élections municipales de 2008 dans la périphérie toulousaine³. Cette forme de conflit rapproche finalement ces défenseurs du cadre de vie des agriculteurs, qui acquièrent un nouveau statut : celui de gardiens et de gestionnaires d'un paysage préservé du marché foncier. Ce discours est d'ailleurs le plus souvent relayé au niveau des municipalités elles-mêmes, comme l'a montré S. Bacconnier pour un canton de l'est toulousain où un adjoint au maire reconnaît que « les agriculteurs participent au premier chef de cette ruralité, car ils entretiennent le paysage » (2007). La conflictualité s'efface alors devant l'alliance d'intérêts qui, bien que procédant de considérations opposées (économique *versus* environnementale), convergent.

Ces conflictualités que l'on pourrait dire de groupe ne doivent pas masquer des oppositions peut-être plus latentes qui apparaissent à des échelles plus fines, selon la logique de fragmentation que l'on a identifiée précédemment. Les espaces anciennement dévalorisés parce qu'éloignés de l'agglomération centrale acquièrent aujourd'hui une nouvelle valeur aux yeux des prétendants à la périurbanisation dans un contexte de renchérissement du foncier même de plus en plus éloigné du centre, situation que les primo-arrivants ne peuvent que constater : « Dans le lotissement, ça a encore changé récemment, personne ne se connaît vraiment, il y a que des bourgeois ! De plus en plus en tout cas ! » (Rougé, 2005). Le modèle du lotissement formant un club homogène est sapé par ces processus de dévalorisation/revalorisation qui tracent des frontières invisibles à l'intérieur d'un même quartier entre anciens et nouveaux, cette distinction recoupant souvent celle du niveau social :

² Association d'une commune de deuxième couronne toulousaine militant contre la création d'une station d'épuration.

³ S. Bacconnier, S. Bonnin-Oliveira, F. Desbordes, C. Delpeyrou-Sabatier, R. Legrand, L. Loubet, *Observation des débats de la campagne électorale des municipales 2008 dans les territoires périurbains toulousains*, Rapport d'étude pour la DDE Haute-Garonne, juillet 2008.

« Y'a quand même quelques cas, ça c'est des anciens, c'est vrai qu'après, y'a des gens qui sont arrivés qui sont très très bien ». Dès lors, la cohabitation de ces vagues socialement différenciées ne se fait pas sans mal, l'indifférence (« Ils sont vraiment indépendants là, ils veulent pas se mélanger... Ils ont pas besoin de voisin, les voisins, ça les intéresse pas ») pouvant tourner au conflit de voisinage, au rapport de force, ressenti comme une forme d'irrespect ou de mépris, une atteinte à son intégrité⁴. Ces constats récents tendent à prouver que ces espaces résidentiels ne peuvent être appréhendés que dans la durée : ils connaissent en effet des trajectoires qui, pour le cas des territoires confrontés à un moment donné à la précarisation et dans le contexte toulousain, rejettent les ménages les plus fragiles au profit de strates plus aisées.

De la « cordiale ignorance » à la participation communale

Il ne faudrait pas résumer l'impact social du développement résidentiel des espaces périurbains et ruraux à ces conflits. Même s'ils existent, plusieurs facteurs jouent en faveur de leur apaisement.

Ce dernier relève tout d'abord de la mise à l'écart du voisin « voleur de chez soi » (Haumont, 2001) dans ces espaces où domine ce qu'Eric Charmes appelle la « cordiale ignorance » (2005). Des règles tacites président à cette posture qui conduit à un anonymat soigneusement entretenu. Entre la trop grande proximité qui peut dégénérer en conflit et le trop grand éloignement qui fait peser sur les ménages un sentiment d'isolement et d'insécurité, il s'agit de trouver le juste milieu. L'installation en maison individuelle de ces familles suppose un ensemble de codes tant matériels (clôture, préservation des espaces au-delà des limites de leur terrain) que sociaux (règles de politesse, petits dépannages entre voisins) visant à protéger la cellule familiale, à apporter un bien-être à chacun de ses membres en canalisant le rapport aux autres.

Ce principe souffre toutefois quelques exceptions : de dépannage en services, des relations plus poussées peuvent naître sous l'effet de plusieurs logiques. Ce peut être par le biais de connaissances interposées (rachat d'une maison à son propriétaire qui vous fait partager son réseau social avant de partir), par l'intermédiaire des enfants (qui ont fait de l'impasse du lotissement leur terrain de jeu) ou encore par le dynamisme de certains nouveaux résidents, essentiellement des retraités, qui s'efforcent par exemple d'organiser des repas de quartier.

Ces investissements divers dans la vie du lotissement sont généralement reproduits à l'échelle de la commune, espace souvent peu investi, notamment lorsqu'il n'offre que peu de services ou de commerces à ses administrés. Les responsables d'associations comme les maires déplorent ce manque de participation qu'ils perçoivent comme un désintérêt pour la vie de leur commune. Des évolutions sont cependant notables au fil du temps : l'installation est

⁴ « Là, il faut pas vous laisser faire sinon ils vous dominent » (entretiens dans le périurbain toulousain, Rougé, Bonnin-Oliveira, 2008).

souvent un moment difficile pour des familles arrivant dans une maison dont l'aménagement est inachevé et avec des enfants en bas âge. C'est pour cela que l'intégration passe le plus souvent par l'école et les activités péri-scolaires, avant de pouvoir se développer plus largement lorsque les enfants sont plus autonomes (Bacconnier *et al.*, 2007).

Les voies de la paix sociale

Le développement résidentiel des espaces périurbains et ruraux n'est donc pas sans conséquence sur la sociologie de ces espaces qu'il contribue à transformer et à diversifier. D'abord spécialisés dans l'accueil de ménages avec enfants, ces territoires voient aujourd'hui s'installer des profils plus variés qui conduisent à leurs reconfigurations, dans un contexte général de clubbisation à différentes échelles de ces couronnes sous plus ou moins grande influence urbaine. Ces changements sociaux ne peuvent rester sans conséquence sur des espaces en croissance au sein desquels différentes générations doivent apprendre à cohabiter en conciliant des représentations opposées. Loin de l'image idéalisée d'une sociabilité villageoise où il ferait bon vivre, l'immixtion de néo-résidents est d'abord rejetée par les anciens, avant que ce discours ne soit repris par les premières générations périurbaines qui tentent de protéger leur cadre de vie, en s'appuyant notamment sur les agriculteurs. Au-delà de ces oppositions de générations, c'est à l'échelle même des quartiers que les relations sociales peuvent être problématiques, situation qui va souvent de pair avec un faible investissement communal. Répondre aux besoins exprimés par ces nouveaux habitants dans leur diversité et dans le respect d'une identité rurale tout en les intégrant, tels sont les défis lancés aux municipalités qui s'adaptent de plus en plus à cette nouvelle donne en dynamisant la vie de la commune, en créant des espaces de rencontre et en mutualisant moyens et projets à l'échelle intercommunale. On voit là tout l'intérêt d'une démarche qui s'intéresse de très près aux habitants, à leurs modes de vie et de sociabilité pour comprendre les restructurations spatiales qui en découlent.

A lire

Eric Charmes, *La vie périurbaine face à la menace des gated communities*, éd. L'Harmattan, coll. « Villes et entreprises », 2005.

Les rapports des périurbains à autrui et à leur environnement immédiat son au cœur de cet ouvrage qui analyse tant l'installation périurbaine que les transformations en clubs résidentiels fermés de certains de ces espaces à l'échelle communale (refus du logement social, malthusianisme foncier) comme à celle plus fine d'une rue ou d'un lotissement (incivilité).

Annabelle Morel-Brochet, « A la recherche des spécificités du mode d'habiter périurbain dans les représentations et les sensibilités habitantes », *Norois*, n°205, éd. Presses Universitaires de Rennes, 2007.

L'auteur présente ici les résultats d'entretiens menés auprès de ménages installés dans des espaces urbains, périurbains et ruraux afin de saisir les représentations qu'ils ont de ces modes d'habiter en interrogeant leurs sociabilités, leurs mobilités, leurs rapports à la ville.

Monique Poulot, « De la clôture patrimoniale des territoires périurbains dans l'ouest francilien », « Les mondes du patrimoine », *Socio-anthropologie*, n°19, 2006.

L'article interroge le renversement du regard porté sur les espaces périurbains ouest-franciliens, passés du statut de réserve pour l'urbanisation à celui d'espaces à protéger tant d'un point de vue paysager que social par des néo-ruraux jouant de projets agri-urbains qu'ils mettent au service d'un esprit Nimby.

Lionel Rougé, Séverine Bonnin-Oliveira, *Les captifs du périurbain, dix ans après*, CERTU-DGUHC, 2007.

Ce rapport effectue un retour sur le terrain de « captifs » du périurbain toulousain lointain (Rougé, 2005, Thèse de Géographie-Aménagement) pour y analyser l'évolution du vécu, du rapport à la ville, à la mobilité, à la sociabilité des ménages précédemment enquêtés ainsi que les évolutions morphologiques et sociologiques de ces quartiers.

Yannick Sencébé, « Le logement social dans un pays rural sous influence urbaine : une forme hybride de périurbain », *Norois*, n°205, éd. Presses Universitaires de Rennes, 2007.

Ces article étudie, de manière exploratoire et à différentes échelles, l'implantation de logements sociaux dans des territoires ruraux de l'Yonne, des facteurs explicatifs (maintien du tissu communal, stratégie des bailleurs...) aux impacts sociaux et territoriaux (de la mise à l'écart à la naissance d'interactions sociales) qu'ils engendrent.

Bibliographie

Sandrine Bacconnier, « L'agriculture dans l'aire urbaine de Toulouse : comment concevoir la campagne périurbaine ? », in, Y. Le Caro, P. Madeline, G. Pierre, *Agriculteurs et territoires, entre productivisme et exigences territoriales*, éd. PUR, coll. « Espace et territoires », 2007.

Sandrine Bacconnier, Samuel Balti, Séverine Bonnin, Françoise Desbordes, *Profils communaux de la gestion des territoires périurbains toulousains*, Rapport d'étude pour la DDE Haute-Garonne, 2007.

Sandrine Bacconnier, Séverine Bonnin, Françoise Desbordes, Chrystelle Delpyrou-Sabatier, Romain Legrand, Lilian Loubet, *Observation des débats de la campagne électorale des municipales 2008 dans les territoires périurbains toulousains*, Rapport d'étude pour la DDE Haute-Garonne, 2008.

Martine Berger, « La division sociale des espaces périurbains. Etat de la question », *Strates* n° 1, 1986.

Martine Berger, « Vers de nouveaux types de rapports villes-campagnes : la production des espaces péri-urbains en France et dans les pays développés d'économie libérale », *Strates* n° 4, 1989.

Eric Charmes, « Carte scolaire et « clubbisation » des petites communes périurbaines », *Sociétés contemporaines* n° 3, 2007.

Eric Charmes, « Le malthusianisme foncier », *Etudes foncières* n° 125, 2007.

Pascal Dibie, *Le village métamorphosé. Révolution dans la France profonde*, éd. Plon, coll. « Terre humaine », 2006.

Jacques Donzelot, « La ville à trois vitesses : relégation, périurbanisation, gentrification », *Esprit*, 2004.

Philippe Estèbe, *Gouverner la ville mobile : Intercommunalité et démocratie locale*, éd. PUF, coll. « La ville en débat », 2008.

Nicole Haumont, *Les pavillonnaires*, éd. L'Harmattan, coll. « Habitat et sociétés », 2001.

Marie-Christine Jaillet, « L'espace périurbain : un univers pour les classes moyennes », *Esprit*, 2004.

Marie-Christine Jaillet, Lydiane Brevard, Lionel Rougé, « Le périurbain, terrain d'aventures politique pour les classes moyennes », *Pouvoirs locaux* n° 56, 2003.

Marie-Christine Jaillet, Lionel Rougé, Christiane Thouzellier, « L'émergence de nouvelles figures de l'urbanité dans les modes de vie périurbains » », in M. Bonnet et P. Aubertel (dir.), *La ville aux limites de la mobilité*, éd. PUF, coll. « Sciences sociales et société », 2006.

Bernard Kayser, Geneviève Schektman-Labry, « La troisième couronne périurbaine, une tentative d'identification », *RGPSO* n° 1, 1982.

Philippe Perrier-Cornet, *Repenser les campagnes*, éd. de l'Aube, Datar Bibliothèque des territoires, 2002.

Lionel Rougé, « Les « captifs » du périurbain. Voyage chez les ménages modestes installés en lointaine périphérie », in G. Capron, H. Guetat et G. Cortes (dir.), *Liens et lieux de la mobilité*, éd. Belin, coll. « Mappemonde », 2005.

Martin Vanier, « Le périurbain à l'heure du crapaud buffle : tiers espace de la nature, nature du tiers espace », *Revue de Géographie Alpine* n° 4, 2003.